



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3640

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le Premier ministre, réveillez-vous ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Alain Gest. Vous n'allez pas être déçu !

M. Pierre-Alain Muet. Vous évoquez la dépense publique : elle représentait 52 % du PIB en 2001 et 56 % l'an dernier ; où est l'erreur ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)* Vous évoquez la compétitivité : la France a un déficit extérieur record cette année - 75 milliards d'euros, contre 20 à 30 milliards d'excédent jusqu'en 2002. Où est l'erreur, monsieur le Premier ministre ?

M. Bernard Roman. C'est le bilan de la majorité !

M. Christian Paul. L'erreur, c'est M. Fillon !

M. Pierre-Alain Muet. Quelles leçons pouvez-vous nous donner, vous qui avez inventé, en cinq ans, une trentaine de nouveaux impôts touchant tous les Français alors que, dans le même temps, vous abaissiez l'impôt des plus riches ?

Quelle leçon pouvez-vous nous donner concernant la dette ? Quand, en 1993, vous avez pour la première fois été nommé ministre, dans le gouvernement Balladur, la dette représentait 43 % du PIB. Quatre ans plus tard, quand vous avez quitté vos fonctions, le gouvernement Juppé ayant démissionné, la dette de la France dépassait pour la première fois 60 % du PIB. Le gouvernement Jospin, quant à lui, parvint par la suite à la réduire à 58,7 % du PIB. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous êtes redevenu ministre dans le gouvernement Raffarin et la dette est passée à 67 % du PIB. *(Brouhaha continu.)* Le gouvernement Villepin l'a certes diminuée un tout petit peu.

Mais vous devenez Premier ministre et, en cinq ans, la dette aura atteint 86 % du PIB ! *(Huées sur les bancs du groupe SRC.)*

Ce doublement n'est rien d'autre que le résultat de la politique des gouvernements de droite.

Monsieur le Premier ministre, l'irresponsabilité et la faillite, c'est vous ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur de nombreux bancs du groupe GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Un peu de calme, mes chers collègues !

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Très cher Pierre-Alain Muet *(Rires sur les bancs du groupe SRC)*, je souhaite vraiment vous convaincre que la période que nous vivons est sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

M. Michel Lefait. Et 1993 ?

M. François Baroin, *ministre*. Jamais, en effet, les économies avancées comme les économies émergentes n'avaient vécu, en trois ans, trois crises systémiques aux enjeux et aux répercussions planétaires.

M. Pierre Gosnat. À qui la faute ? Aux spéculateurs.

M. François Baroin, *ministre*. L'épicentre de la première crise, celle des *subprimes*, se situait aux États-Unis. Après la deuxième crise, celle de Lehman Brothers, l'administration américaine a choisi de faire un exemple sur

une banque d'affaires qui n'avait pas respecté les critères exigés et qui, de son point de vue, avait été mal gérée. Tout étant imbriqué, c'est l'ensemble du système bancaire qu'il a fallu sauver, non pas pour sauver les banquiers, mais pour sauver l'économie dont il fallait garantir l'irrigation et pour protéger les dépôts des particuliers.

Le prix à payer pour surmonter ces deux crises a consisté, pour tous les États, à faire jouer les amortisseurs sociaux et à pratiquer des politiques de relance économique, c'est-à-dire à accepter un effondrement des recettes et donc un creusement des déficits.

M. Marcel Rogemont. Alors pourquoi avoir allégé l'ISF ?

M. François Baroin, *ministre*. Nous sommes à ce rendez-vous, en France comme à peu près dans tous les pays de la zone euro, comme aux États-Unis et comme c'est le cas pour d'autres économies en développement. C'est la raison pour laquelle il ne sert à rien de s'envoyer des chiffres concernant telle ou telle période au sujet de tel ou tel volume de dette. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Il s'agit de partager une responsabilité collective. Le temps du financement des politiques publiques à crédit, c'est-à-dire le temps où nous faisons peser sur les générations futures le confort de politiques présentes, ce temps est derrière nous. Nous sommes à un nouveau rendez-vous et vous pouvez encore nous rejoindre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Alain Muet](#)

Circonscription : Rhône (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3640

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 novembre 2011